

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique du gouvernement en faveur des jeunes, à Paris le 6 mai 2015.

Monsieur le Président,

Une fois encore, merci de nous avoir permis d'utiliser, d'occuper le Conseil économique, social et environnemental qui est le lieu du dialogue social, le lieu aussi où les forces vives se retrouvent pour porter un certain nombre de messages aux pouvoirs publics et à la nation.

Je remercie d'abord tous ceux qui ont voulu cette rencontre et qui l'ont animée pour qu'elle soit la plus directe possible, la plus franche. Je sais quelles sont les attentes. Je mesure quels sont les problèmes. Je veux aussi ne rien ignorer des difficultés que beaucoup rencontrent dans l'accès à l'emploi, au logement, aux soins, dans la vie tout simplement.

Or, une société n'a pas le droit de laisser des jeunes douter de leur avenir. C'est pourquoi j'ai fait de la jeunesse la priorité de mon quinquennat parce que j'ai considéré que la jeunesse, c'était la vitalité, la diversité, la créativité du pays. J'ai aussi voulu dire tout simplement que la jeunesse, c'était une chance et pas une charge, que la jeunesse, c'était non pas un problème mais une promesse et que la jeunesse, c'était une force et pas une menace. Et si j'ai un message une fois encore à vous délivrer, c'est que la France, le pays, votre pays, a besoin de vous et qu'il ne fera pas sans vous et encore moins contre vous.

La France a besoin d'un idéal, d'une énergie, d'un enthousiasme, et c'est votre génération parce que vous êtes plus jeunes que les autres qui porte cette espérance. La jeunesse, celle que vous représentez ici dans votre diversité, ne réclame pas de l'assistance mais de la constance. Et c'est cette constance que j'ai voulu depuis trois ans mettre dans l'action des pouvoirs publics. Je salue ici le ministre de la Jeunesse et des Sports mais aussi de la Ville. J'ai voulu qu'il y ait cette constance-là dans l'action du gouvernement et que nous puissions marquer à chaque étape de la vie d'un jeune ce que nous pouvions faire pour sa réussite.

La première réussite, c'est celle que nous devons offrir par l'école de la République et c'est la refondation de l'école que j'ai voulue, que j'ai engagée dès 2012. La refondation de l'école, c'est à la fois d'élever le niveau des connaissances, de faire que vous puissiez ou en tout cas ceux qui vont maintenant être sur les bancs de l'école disposer du savoir, de la connaissance, de l'excellence même pour la réussite.

La refondation de l'école, c'est aussi réduire et lutter contre les inégalités, celles qui se constituent dès le départ et qui vous suivent tout au long de la vie, qui vous rappellent votre échec du départ pour mieux justifier l'échec de la fin. Alors, l'école doit être aussi la promesse d'une société égalitaire. Non pas qu'il faudrait que chacun puisse avoir le même parcours, mais que chacun puisse réaliser son destin et même son rêve de faire le métier qu'il a un moment imaginé et pas simplement celui qu'on lui a proposé parce qu'il n'y avait pas d'autres moyens de le mettre sur un parcours.

Et puis la refondation de l'école, c'est aussi permettre à chaque jeune d'être un citoyen et donc de lui donner non pas l'apprentissage de ce qu'est la République, mais la connaissance de ce qu'est la République. Alors, pour assurer cette refondation de l'école, il a fallu d'abord avoir une idée toute simple qui était de former les professeurs, car aussi étrange que cela puisse paraître, en 2012, il n'y avait plus d'école du professorat. Les jeunes qui passaient le concours pour devenir enseignants étaient immédiatement mis devant une classe en pensant que le métier ne s'apprenait pas. Et donc, depuis 2012, tous les enseignants, les jeunes enseignants sont formés

s'apprenait pas. Et donc, depuis 2012, tous les enseignants, les jeunes enseignants sont formés dans une école du professorat.

Il y a eu une deuxième idée qui a été contestée, combattue, c'était celle des rythmes scolaires : faire que les enfants, les plus jeunes qui accèdent à l'école puissent être cinq matinées plutôt que quatre dans leur établissement. Il y avait là aussi une étrangeté en France, c'est qu'il y avait moins de jours d'école pour les écoliers français que pour leurs voisins en Europe. Donc nous avons permis qu'il y ait plus de jours à l'école et nous avons voulu aussi qu'il y ait des apprentissages, dans le cadre des rythmes scolaires, pour la culture, pour le sport, pour l'éveil. Cela a été contesté parce que pour beaucoup de collectivités, c'était effectivement un coût supplémentaire, mais c'était en fait un investissement. Et aujourd'hui, est-ce qu'il y a encore des contestations sur les rythmes scolaires ? Est-ce que les parents eux-mêmes il y en a toujours qui pourraient trouver à redire voudraient que l'on remette en cause ce qui a permis dans beaucoup d'écoles de France d'offrir à des écoliers qui n'avaient jamais eu une pratique culturelle, jamais eu un accompagnement pour l'éveil à des disciplines sportives, d'avoir enfin ce droit ?

J'ai voulu également qu'il puisse y avoir une scolarisation des enfants de moins de trois ans. Là aussi, on nous dira : « Mais pourquoi scolariser aussi tôt ? » Parce que c'est une condition pour lutter contre les inégalités ! J'ai voulu aussi qu'il y ait davantage de moyens qui soient accordés aux établissements qui étaient dans des quartiers supposés difficiles, c'est l'éducation prioritaire. Nous allons dégager 60 000 postes sur le quinquennat, la moitié a déjà été pourvue. Et nous faisons en sorte qu'une partie de ces moyens soit affectée sur les territoires ruraux, sur les territoires urbains où il y a le plus de difficultés pour lutter contre les inégalités, pour lutter contre le décrochage scolaire.

Et pour ceux qui avaient décroché hélas on l'a dit trop souvent trop tôt du système scolaire, nous avons introduit un droit à une deuxième chance, c'est-à-dire à une formation qui peut être proposée à tout moment à un de ces jeunes il y en a peut-être ici qui sont sortis très tôt du système scolaire parce qu'ils en avaient assez ou parce qu'ils n'y trouvaient pas là leur compte et qui découvrent qu'ils sont privés des capacités qui pourraient leur donner davantage de chance pour réussir leur vie. Alors ceux-là auront droit à une formation de la seconde chance.

J'ai voulu aussi qu'il puisse y avoir une réforme du collège pour qu'il y ait plus d'autonomie pour les établissements, plus d'accompagnement pour les élèves, plus de pédagogie différenciée et également plus de langues vivantes. Alors il y a toujours un débat par rapport à ce qui existait jusqu'à présent. Là, les langues vivantes, la première langue sera enseignée dès le cours préparatoire, dès le CP. Et la deuxième langue vivante sera enseignée dès la 5e c'était aujourd'hui en 4e.

Alors c'est vrai qu'il y a toujours un certain nombre de situations qui étaient meilleures dans un certain nombre d'établissements, souvent les mêmes, et pas dans les quartiers difficiles. Alors j'entends le concert des immobiles, ce sont souvent les plus bruyants. Ceux qui, au nom de l'intérêt général supposé, défendent leur intérêt particulier cela peut arriver. Ceux qui voudraient que rien ne change, que rien ne puisse être modifié dans ce qui est finalement souvent le chemin de la reproduction.

Eh bien non, c'est terminé. Il y aura aujourd'hui et à partir de cette réforme davantage d'enseignement des langues pour tous les élèves. Et pour celles et ceux qui veulent apprendre l'allemand, ils pourront le faire dès la 5e et, s'ils la choisissent en première langue, dès le CP. Et c'est pourquoi nous allons créer davantage encore de postes de professeurs en langue allemande. Je pourrais aussi parler de l'enseignement du latin et du grec, disciplines essentielles qui étaient aujourd'hui proposées par options et qui d'ailleurs s'inscriront maintenant dans la réforme du collège, dans le parcours des jeunes collégiens. Et j'en vois qui défendent avec la dernière énergie le latin et le grec. J'en suis très heureux pour ces disciplines et je crois qu'ils sont sincères. Mais ils savent bien que, souvent, ces options étaient le moyen d'accéder à certains établissements plutôt qu'à d'autres. Je ne veux pas remettre en cause au contraire même ces enseignements parce qu'ils permettent d'avoir justement cette culture qui est nécessaire pour comprendre le monde dans lequel nous sommes, y compris avec les langues anciennes. Je vois un débat sur l'histoire. Je suis très attaché à l'histoire. Je pense que pour la génération

qui est la vôtre, il est fondamental de savoir d'où nous venons, comment s'est construit notre pays, avec quels apports successifs, quels mouvements d'idées, quelles cultures s'y sont ajoutées, les ruptures et les continuités. D'où l'importance de comprendre la chronologie, comment les événements se succèdent les uns les autres. Et je serai très attaché à ce que l'histoire puisse être enseignée avec justement cette logique, cette compréhension pour que tous les élèves de France puissent s'approprier l'histoire de leur pays et savoir même, justement à travers la diversité des parcours, la diversité des origines, comment toutes ces générations se sont succédées pour faire que nous soyons un grand pays comme la France.

L'histoire, elle est essentielle pour préparer l'avenir. Mais nous avons aussi à donner à tous les jeunes davantage d'accès à la modernité, à la technologie, au numérique. Demain, je présenterai un grand Plan Numérique pour les collèges de façon non seulement à tous les équiper, mais aussi à ce qu'il puisse y avoir davantage d'enseignants formés, davantage de partage des contenus parce que vous, vous êtes la génération du numérique mais vous devez être aussi formés à l'apprentissage de cette technique et ne pas en être finalement dominés par elle.

J'ai voulu donc que l'école puisse être refondée pour qu'elle puisse nous donner le socle à partir duquel la jeunesse de France soit placée sur le chemin de la réussite.

Mais il y a et beaucoup de questions m'ont été posées l'université. L'université doit être pour nous la condition de notre réussite collective. Plus d'étudiants mieux orientés, mieux formés, mieux accompagnés : c'est la condition pour que la France puisse réussir dans la mondialisation. Il y a une compétition entre les nations, y compris sur la question des universités. Nous devons être là encore dans l'excellence.

Il doit y avoir plus d'étudiants mais il doit y avoir aussi, pour ces étudiants, les conditions pour réussir leurs études. Rien n'est pire que de voir un étudiant ou une étudiante abandonner en cours de route après tous les sacrifices qui ont été faits par les parents, par les jeunes eux-mêmes et avoir cette désolation, ce découragement de ne pas avoir été jusqu'au bout et d'avoir été obligé d'arrêter. Donc les bourses nous en avons parlé mais aussi les conditions de travail des étudiants, la prime d'activité tout cela permettra aux jeunes de France de pouvoir accéder davantage qu'aujourd'hui à des études de qualité.

Il y a toutes les conditions pour le logement. J'ai indiqué la garantie qui sera accordée pour les locations, la caution de l'État qui sera apportée, les constructions de logements. Je veux que nous puissions être les plus accueillants possible pour les étudiants qui vivent en France mais aussi pour les étudiants étrangers. J'en ai eu aussi l'exacte vérification partout où je suis allé dans le monde, où les pays m'ont dit : « Est-ce que nous pouvons envoyer nos meilleurs étudiants dans les universités françaises ? » J'ai répondu oui mais il y avait tellement de difficultés, tellement de visas qui n'étaient pas accordés, tellement de passeports qui n'étaient pas autorisés, que finalement tant d'étudiants qui voulaient venir en France et ne le pouvaient pas. Eh bien cela sera terminé parce qu'un grand pays doit être aussi un pays d'accueil pour les universités.

Je voulais aussi vous parler de la mobilité étudiante. Il y a un grand programme qui s'appelle Erasmus en Europe et qui permet aux jeunes de voyager. C'était essentiellement, exclusivement réservé aux étudiants et j'ai voulu et ça a été une décision européenne que ce programme Erasmus puisse être proposé à tous les jeunes en formation. Qu'ils soient en apprentissage ou en formation professionnelle, ils pourront désormais voyager partout en Europe dans le cadre de ce programme. Et on a augmenté les crédits de 40 % pour que vous puissiez tous connaître cette mobilité, cette possibilité de voyager partout en Europe.

Refondation de l'école, universités ouvertes au plus grand nombre pour des parcours d'excellence et enfin l'emploi. Je sais bien que c'est la question majeure et que pour beaucoup de jeunes, c'est à la fois une inquiétude par rapport à la situation d'aujourd'hui la précarité dans laquelle beaucoup êtes en ce moment et, en même temps, une interrogation sur l'avenir : est-ce qu'il y aura encore des métiers qui pourront permettre des emplois durables ? Est-ce qu'il y a une place encore pour la génération d'aujourd'hui dans l'économie de demain ?

À ces questions j'ai voulu répondre. D'abord, sur le plan économique en prenant des décisions pour que les entreprises puissent créer des emplois. Je n'ai pas accordé d'avantages ou de

soutien ou de subventions aux entreprises. J'ai fait en sorte qu'elles puissent être dans les conditions d'embaucher avec ce pacte de responsabilité où chacun doit s'engager. Et nous en ferons l'évaluation dès l'été pour savoir si les entreprises, compte tenu de la situation économique, ont rempli finalement tous les engagements, toutes les attentes qui étaient portées sur elles et, en même temps, faire que ce soit pour l'embauche et notamment l'embauche des jeunes que les efforts puissent être engagés.

Mais j'ai voulu aussi qu'il puisse y avoir des dispositifs. C'est vrai qu'il y a trop de dispositifs et c'était ce qui ressortait des échanges que nous avons eus tout à l'heure. Tellement de dispositifs que, parfois, vous n'y comprenez plus rien et vous ne savez pas ce qui est véritablement possible ou ce qui est simplement réservé à telle ou telle catégorie. Alors nous allons simplifier et nous allons faire en sorte qu'il y ait toujours les emplois d'avenir. Nous en avons promis 150 000, il y en a aujourd'hui plus de 200 000. Nous ferons en sorte que la Garantie Jeunes qui a suscité tellement d'intérêt - et notamment par rapport à ces jeunes qui sont sans emploi ni formation et qui étaient jusqu'à présent oubliés, effacés même des statistiques, y compris celles du chômage soit être élargie. Il y en aura 100 000 qui seront proposées en plus des emplois d'avenir.

J'ai voulu également que l'apprentissage puisse être une voie d'excellence d'ailleurs pour tous les âges, pour tous les métiers et nous avons fixé l'objectif de 500 000. J'ai voulu aussi qu'il y ait ce contrat de génération qui maintenant est installé. Il concerne 40 000 jeunes et 40 000 seniors qui, ensemble, finalement, restent dans l'entreprise liés les uns les autres pour assurer le renouvellement des générations. Il y a aussi cette prime d'activité qui va encourager le travail des jeunes et leur permettre d'avoir un revenu plus élevé parce qu'ils ne pouvaient pas être acceptés dans une société fondée sur l'égalité, qu'à cause d'un critère d'âge, des jeunes ne puissent pas avoir les mêmes droits que les adultes ou les plus anciens dès lors qu'ils étaient dans les mêmes conditions. Voilà pourquoi la jeunesse doit prendre espoir.

Et ce que j'ai voulu aussi vous dire, c'est que vous aviez également une responsabilité particulière. Être jeune, ça ne dure pas. Être jeune, c'est à la fois marquer une impatience mais aussi exprimer une espérance. Être jeune, ce n'est pas simplement penser pour soi-même et, j'espère, par soi-même. Être jeune, c'est penser pour les autres, c'est penser pour l'avenir, c'est penser pour le destin du pays mais aussi de l'Europe et du monde. Quand on est jeune, on n'a pas de frontières pour ses espoirs, pour ses ambitions, pas de frontières non plus pour ses exigences en matière de droits et notamment de respect de la personne humaine.

Alors je souhaite que vous puissiez également vous engager. L'engagement, ce n'est pas réservé à la jeunesse, ce n'est pas une obligation qui pèserait sur la jeunesse. L'engagement, c'est, à un moment, donner le meilleur de soi-même pour une cause qui est celle pour laquelle des générations et des générations ont parfois donné leur vie ou au moins leur temps, c'est-à-dire celle de la solidarité, de la fraternité. Longtemps, je me suis posé cette question, peut-être vous aussi, notamment dans les écoles que nous avons pu fréquenter et que nous découvrons à des âges assez précoces la devise de la République.

Égalité, nous comprenions bien ce que cela signifiait : être capable de pouvoir réussir comme les autres, avoir les mêmes chances que les autres.

Liberté, on comprenait aussi cette aspiration, celle qui avait levé des peuples et notamment le nôtre pour la conquérir, cette liberté, la liberté personnelle, la liberté de vivre comme nous en avons décidé, la liberté aussi de penser, de croire ou de ne pas croire, la liberté de porter un idéal, la liberté de s'exprimer. On le sentait bien, même très tôt ! La liberté, c'est ce qui nous saisit dès le plus jeune âge. C'est cette exigence de liberté que la jeunesse porte notamment.

Mais la fraternité, on se demandait pourquoi les révolutionnaires avaient voulu ajouter la fraternité. La fraternité, ce n'est pas simplement la solidarité, ce n'est pas distribuer des prestations, ce n'est pas accorder des droits. La fraternité, c'est considérer son semblable comme son égal et d'être capable à un moment de lui porter ce qu'il attend, un message, une écoute et parfois une assistance, un secours. Mais la fraternité, c'est plus que ça ! C'est d'appartenir au même ensemble, de considérer que nous sommes les citoyens de la République non pas simplement égaux, non pas simplement libres, mais que nous sommes ensemble et que nous sommes capables de porter cette valeur là, cette belle valeur de la fraternité.

sommes capables de porter cette valeur-là, cette belle valeur de la fraternité.

Et c'est le sens du service civique, c'est d'apporter de la fraternité. Et je veux que ce service civique je l'ai rappelé soit offert à tous les jeunes qui en feront la demande sans exception et que l'information puisse circuler, être connue de tous, pour que ce service civique soit le service de tous et au service de tous. Je salue les services civiques qui sont là et qui donnent l'idée aux autres de le faire et qui donnent aussi à ceux qui sont plus vieux la responsabilité d'être utile. Et ça sera le sens de la réserve citoyenne que chacune et chacun dans une société peut, un moment de sa vie, offrir à d'autres.

J'ai voulu aussi qu'il y ait d'autres services qui soient proposés, même un service militaire. Certains en faisaient la demande. Mais un service militaire qui puisse conduire à une vie professionnelle. Cela existe dans les départements d'Outre-mer et donc on va le faire aussi en métropole, dans l'Hexagone. Il n'y a pas de raison. Pourquoi une bonne idée ne pourrait pas être diffusée partout dans le pays ?

Donc, l'engagement, le vôtre. Je voulais aussi que cet engagement puisse passer par la vie civique et la vie politique. La vie civique parce que je veux ici rendre hommage à toutes les associations, tous les mouvements et je sais qu'ils siègent dans ce Conseil, économique, social et environnemental. C'est grâce aux associations que la France peut être, dans certaines circonstances, debout. C'est quand il n'y a plus d'État, parfois plus de services publics, qu'il y a encore des associations dans des quartiers ou dans des espaces ruraux. Alors, vous, les jeunes, vous devez être pleinement partie prenante des associations. Certains sont déjà engagés, militent, d'autres sont dans des organisations syndicales. Vous devez être aussi des citoyens engagés dans la vie publique.

Je le sais bien : la jeunesse s'est éloignée de la politique tout simplement parce que la politique s'est éloignée de la jeunesse. Et c'est pourquoi mon devoir, au-delà des circonstances, au-delà des échéances, c'est faire que vous puissiez croire d'abord aux promesses qui vous sont adressées en les vérifiant, en les contrôlant et en sanctionnant lorsqu'il y a eu des manquements. Et je veux surtout que vous puissiez vous engager pour vous-mêmes, pour les idées que vous portez. Personne ne le fera à votre place ! Et si j'ai introduit et le Parlement a suivi cette proposition le non-cumul des mandats, qui sera pleinement effectif en 2017, c'est pour que vous puissiez prendre la place ou les places qui seront libérées. Ne les laissez pas passer sinon elles seront occupées par d'autres et pas nécessairement par des jeunes.

Engagez-vous ! Engagez-vous à travers le service civique ! Engagez-vous à travers les associations ! Engagez-vous à travers les grandes organisations ! Engagez-vous dans la vie civique ! Prenez le pouvoir ! Je suis désolé de voir que dans les élections, c'est chez les jeunes que l'abstention est la plus forte. Vous pourriez considérer que ces élections, notamment locales, ne vous concernent pas. Rien n'est plus faux. On a parlé tout à l'heure de l'Aide sociale à l'enfance, c'est le département. On a parlé des transports, c'est le département. On parlera des quartiers, c'est souvent la région. Pour ce qui concerne les aménagements urbains, les écoles, les établissements, ce sont les collectivités locales, les communes, les agglomérations.

Engagez-vous parce que c'est votre vie quotidienne qui est en cause ! Engagez-vous parce que c'est votre avenir ! Engagez-vous parce que ce qu'il s'agit maintenant d'assurer, c'est de vivre ensemble. La jeunesse doit dire ce qu'elle veut et elle doit le dire fortement. Mais vous devez aussi proclamer ce que vous ne voulez pas et dites-le, dites-le fortement, dites-le clairement. Vous ne voulez pas que l'on vous divise. Vous ne voulez pas que l'on vous stigmatise. Vous ne voulez pas que l'on vous sépare les uns des autres. Vous ne voulez pas que l'on vous exclue. Vous refusez le racisme, l'antisémitisme. Vous refusez cette espèce de haine à l'égard des autres qui ne pensent pas comme vous. Alors, dites-le, dites-le fort parce que si vous ne le dites pas, si la jeunesse ne s'exprime pas, alors ces discours-là, ces haines-là, ces divisions-là l'emporteront à un moment sur la République. C'est vous qui êtes en charge de la République.

Et puisque vous avez voulu qu'il y ait un grand débat dans la jeunesse, sur la jeunesse, je suis prêt à ce qu'il y ait des Assises de la jeunesse, qu'il y ait un grande concertation où les jeunes s'expriment pour dire justement ce qu'ils veulent faire de leur pays et ce qu'ils ne veulent pas que leur pays devienne. J'ai confiance en vous parce que non pas vous êtes les plus jeunes, ça ne

suffit pas. J'ai confiance en vous parce que vous voulez ici et au-delà de cette assemblée vous engager pour votre pays. Et votre pays a besoin de vous et vous, vous devez faire l'avenir de votre pays.

Merci.